

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DES YVELINES COMMUNE DE MAREIL-LE-GUYON	EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Nombre de membres En exercice 11 Présents 9 Votants 10	L'AN DEUX MIL HUIT Le LUNDI 8 DÉCEMBRE à 20 H 30 Le Conseil municipal de la commune, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de : Monsieur Daniel LEBAR, Maire.
Date de convocation 01/12/2008 Date d'affichage 01/12/2008	Étaient présents : MM LEBAR DECROIX Mme SUILLEROT M. TOUBOUL Mmes DE GAVRE SEIGNEUR MILWARD M JOUIN Mme SADO-CORNIER Absents excusés : M. LOMMIS pouvoir à M. DECROIX M. MASSARD Assistait à la réunion : M. VASSEUR, secrétaire de Mairie.
OBJET	Secrétaire de séance : M. DECROIX

PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS / ÉLABORATION **D'UN PLAN LOCAL D'URBANISME**

M. le maire expose au Conseil municipal :

Qu'il est nécessaire de tenir compte des nouvelles dispositions de la loi relative à la Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, dite loi SRU, et de ses décrets d'application ainsi que de la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, en ce qu'elles réforment l'élaboration des documents d'urbanisme et substituent au Plan d'Occupation des Sols (POS) le Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Que le POS actuellement en vigueur, approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 1990, a été conçu suivant une approche de gestion du sol qui ne correspond plus à aux exigences des nouvelles lois d'urbanisme et qu'il y a donc lieu de se munir d'un nouveau document qui traduise un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) pour la commune, répondant ainsi aux dispositions édictées à l'article L 121-1 du Code de l'urbanisme.

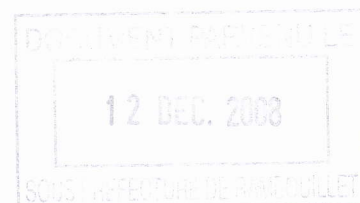
Qu'il y a lieu de procéder à la révision du PLU (ancien POS tombé sous le régime des PLU) sur l'ensemble du territoire communal et de fixer les modalités de la concertation avec la population pendant cette élaboration,

Que la révision a pour objectif :

- d'intégrer les dispositions réglementaires applicables depuis l'élaboration du POS approuvé en 1990 et de prendre en compte la réforme des autorisations d'occupation du sol,
- de prendre en compte les exigences du développement durable,
- de maintenir un développement urbain harmonieux et modéré, en préservant les espaces agricoles et forestiers,
- d'envisager la mise en valeur et la transformation du patrimoine bâti ancien

Entendu l'exposé de M. le maire,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,



- DÉCIDE de prescrire la révision du POS, et par conséquent l'élaboration d'un PLU, sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions des articles L 123-1 et suivants du Code de l'urbanisme,
- DÉCIDE que les modalités de la concertation prévues à l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme seront les suivantes :
 - affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
 - articles dans le bulletin municipal et informations sur le site Internet de la commune,
 - réunion publique,
 - exposition publique,
 - registre pour propositions et doléances disponible en Mairie aux heures et jours habituels d'ouverture,
- DÉCIDE de donner tous pouvoirs au maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de l'élaboration du PLU,
- DÉCIDE de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration du PLU,
- DÉCIDE de solliciter de l'État, conformément à l'article L 121-7 du Code de l'urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels (et d'études) nécessaires à l'élaboration du PLU,
- DIT que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget des exercices considérés (chapitre 20, article 202).

Conformément à l'article L 123-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet,
- aux présidents du Conseil régional et du Conseil général,
- aux présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture,
- au président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale élaborant ou gérant le Schéma de Cohérence Territoriale (SMEUAPHM),
- au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains (STIF).

Cette délibération sera également notifiée :

- aux présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale voisins,
- aux maires des communes voisines,

ou à leurs représentants, qui seront consultés à leur demande au cours de la procédure de révision.

Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que-dessus.

Le Maire,
D. LEBAR



Certifié exécutoire
par affichage le 11 décembre 2008
et transmission à la
Sous-Préfecture le 11 décembre 2008

